

Le gouvernement turc atteint par des affaires de corruption de grande ampleur

samedi 21 décembre 2013, par [Jean Marcou](#)

Une importante vague d'arrestations a frappé, le 17 décembre, des cercles proches du gouvernement de l'AKP, au pouvoir en Turquie depuis 2002. Parmi les personnes arrêtées figurent, en effet : les fils des ministres de l'Intérieur, de l'Economie et de l'Environnement ; des hommes d'affaires et des magnats de l'immobilier ; des responsables politiques et des hauts fonctionnaires.

La conjonction de 3 enquêtes spécifiques

Ce scandale est, semble-t-il, le résultat de 3 enquêtes spécifiques, lancées en 2012 avant d'aboutir ces derniers jours à des arrestations et de prendre le gouvernement par surprise. La première concerne l'homme d'affaires d'origine azerbaïdjanaise, **Reza Zarrab**, et la banque publique contrôlée par le gouvernement, **Halkbank**. En infraction avec l'embargo frappant l'Iran, Zarrab aurait procédé à des transferts financiers considérables (*82 milliards de dollars*) en utilisant le canal d'Halkbank. Pour couvrir ces flux frauduleux d'argent avec la République islamique et obtenir par ailleurs la nationalité turque par décret gouvernemental, selon une procédure accélérée, il aurait versé des pots de vin à des responsables évoluant dans l'entourage de certains ministres. Ces développements expliquent aussi l'arrestation du directeur général d'Halkbank, **Süleyman Aslan**, chez qui la police a saisi, le 18 décembre au matin, 4,5 millions de dollars, cachés dans des boîtes de chaussures ! Bien qu'elle ait, en avril dernier, démenti avoir contrevenu à l'embargo contre l'Iran, Halkbank était suspectée depuis un certain temps de transferts financiers irréguliers, notamment pour permettre le règlement de livraisons de gaz iranien à la Turquie. Elle avait été pointée du doigt par le Sénat américain qui avait recommandé des sanctions contre elle.

La deuxième enquête en cours concerne la régularité d'opérations immobilières conduites par des promoteurs en vue comme **Ali Ağaoğlu** (*photo à gauche*), et impliquant généralement le TOKİ (*Toplu Konut İdaresi Başkanlığı*), cette agence gouvernementale de construction de logements qui est devenue le bras armé de l'AKP pour la réalisation de grands projets urbains. Dans le fameux film-documentaire *Ekümenopolis* (*cf. notre édition du 26 juillet 2013 : « [Ekümenopolis, un film à voir pour comprendre le mouvement de Gezi](#) »*), réalisé entre autres par des intellectuels qui ont été les animateurs initiaux du mouvement de Gezi, Ali Ağaoğlu apparaissait d'ailleurs comme l'un des acteurs de ce développement urbain sans limite, fortement contesté à Istanbul en particulier.

Enfin, la dernière enquête concerne la délivrance de permis de construire dans des zones juridiquement protégés, à proximité de la nouvelle ligne du métro « **Marmaray** » qui vient d'être ouverte et relie les parties européenne et asiatique d'Istanbul, en passant sous le Bosphore. C'est ce dernier dossier qui a éclaboussé **Mustafa Demir** (*photo à droite*), le maire AKP de l'arrondissement historique de Fatih à Istanbul, qui au lendemain de son arrestation a été accusé d'avoir porté atteinte à la sécurité même du tunnel du « Marmaray », en donnant son accord à la construction d'un hôtel à proximité de cet ouvrage.

Un scandale qui intervient dans un contexte politique tendu

Ce scandale arrive au mauvais moment pour un gouvernement qui a deux rendez-vous électoraux importants l'année prochaine : les élections locales, en mars, et les premières élections présidentielles au suffrage universel direct, en août. Recep Tayyip Erdoğan vient d'ailleurs d'entrer en campagne en dévoilant ces derniers jours les têtes de listes (*en particulier un certain nombre de ministres*) de l'AKP dans des villes-tests. Cette affaire de corruption va de surcroît alourdir un climat politique confus, récemment dominé par le déchainement d'une querelle opposant ouvertement le gouvernement à la confrérie Gülen, qui fut naguère son meilleur soutien. Déclenché par la décision gouvernementale de supprimer les « *dershane* » (*ces classes de préparation au concours des universités, qui pour un tiers d'entre elles relèvent d'institutions contrôlées par la confrérie en question, cf. notre édition du 26 novembre 2013 : « [Le projet gouvernemental de suppression des « dershane » ébranle la vie politique turque](#) ».*), ce conflit est venu confirmer une rivalité entre les deux protagonistes, de plus en plus perceptible au cours des derniers mois, que ce soit à propos de questions de politique intérieure comme la gestion gouvernementale des événements de **Gezi Parkı**, que ce soit à propos des derniers développements malheureux de la politique étrangère turque (*en Syrie ou en Égypte, notamment*). Après avoir enregistré récemment le départ d'**İdris Bal**, le député de Kuthaya qui avait estimé que Recep Tayyip Erdoğan avait été mal conseillé lors des événements de Gezi, c'est à la démission d'**Hakan Şükür**, l'ex-footballeur et buteur du club de Galatasaray, entré politique en 2011 et devenu député d'Istanbul, que l'AKP a été confrontée. Ces deux parlementaires ont justifié leurs décisions par leur désaccord avec le gouvernement sur la suppression des « *dershane* ».

On observe également que, derrière les procédures qui ont été engagées, en particulier celle qui frappe les 3 fils de ministres, se trouve le procureur **Zekerya Öz** (*photo à droite*), qui en qualité de procureur à compétence spéciale avait été à l'origine de la fameuse enquête Ergenekon, ayant abouti à de nombreuses arrestations dans l'armée et les milieux kémalistes. Cette icône judiciaire, qui a instruit les affaires qui ont creusé la tombe de « *l'Etat profond* », est réputée proche de la confrérie Gülen. Zekerya Öz avait toutefois été dessaisi par le gouvernement du dossier Ergenekon en mars 2011, après les remous provoqués par l'arrestation des journalistes **Ahmet Şık** et **Nedim Şener**, pour être promu procureur en chef-adjoint d'Istanbul (cf. notre édition du 2 avril 2011 : « [Affaire « Ergenekon » : le procureur Zekerya Öz dessaisi...](#) ») . C'est à ce titre qu'il officie dans les affaires de corruption qui frappent aujourd'hui le gouvernement.

Des effets encore difficiles à prévoir

L'opposition a réagi sévèrement aux révélations des dernières heures. Le leader du CHP, **Kemal Kılıçdaroğlu** a dénoncé la corruption ambiante dans les hautes sphères politiques et appelé le gouvernement à la démission, Corruption⁸ tandis que le vice-président du groupe parlementaire de la formation kémaliste, **Engin Altay**, n'hésitait pas à qualifier l'affaire de « *plus grand scandale de l'histoire de la République* ». Le MHP n'a pas mâché ses mots lui non plus, le président de son groupe parlementaire, Oktay Vural, estimant que le gouvernement actuel était devenu une sorte « *d'entreprise de promotion d'intérêts particuliers* » et réclamant la démission des ministres dont les fils ont été mis en cause. Le porte-parole de l'AKP, **Hüseyin Çelik**, a affirmé que nul n'était au-dessus des lois, mais il a demandé le respect de la présomption d'innocence pour les personnes mises en cause. Recep Tayyip Erdoğan, après avoir refusé le 17 décembre, de commenter une procédure judiciaire en cours, a estimé le lendemain qu'une « *sale opération* » était en cours contre son parti.

Pour le gouvernement turc, déjà mis à mal récemment par les événements de Gezi, cette affaire est d'autant plus corruption⁹ inquiétante que les premiers éléments d'enquête révélés ne sont peut-être que la partie émergée d'un iceberg dont la partie immergée peut encore mettre au jour des surprises de taille. Les enjeux financiers et matériels en cause sont en effet considérables. L'équipe de procureurs, actuellement à l'œuvre, qui a été renforcée par l'arrivée de deux nouveaux magistrats, serait sur le point de demander au parlement de lever l'immunité de 4 ministres impliqués dans ces affaires. Au premier jour

de la révélation des enquêtes conduites, il y avait déjà 52 personnes arrêtées. Alors que la livre turque et la bourse d'Istanbul ont accusé une baisse importante, nul ne sait encore quels seront les effets de ce scandale sur l'opinion publique turque et s'il remettra en cause l'avance électorale confortable que le parti au pouvoir semblait encore avoir sur ses principaux rivaux, au vu des derniers sondages.

Sources

[Le gouvernement turc atteint par des affaires de corruption de grande ampleur](#)

OViPoT - Jean Marcou - mercredi 18 décembre 2013